

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 27 avril 2015.

**Art. 3.** Le Ministre flamand qui a le Budget dans ses attributions, le Ministre flamand qui a le Logement, l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté dans ses attributions, le Ministre flamand qui a la Mobilité, la Périphérie flamande et le Tourisme dans ses attributions, le Ministre flamand qui a le Bien-Être, la Santé publique et la Famille dans ses attributions, le Ministre flamand qui a l'Emploi et l'Économie dans ses attributions, le Ministre flamand qui a l'Environnement, la Nature et l'Agriculture dans ses attributions et le Ministre flamand qui a la Culture, les Médias, la Jeunesse et les Affaires bruxelloises dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le ou la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2015.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande du Budget, des Finances et de l'Énergie,  
A. TURTELBOOM

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,  
L. HOMANS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-Être des Animaux,  
B. WEYTS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Économie, de l'Innovation et des Sports,  
Ph. MUYTERS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et l'Agriculture,  
J. SCHAUVLIEGE

Le Ministre flamand de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,  
S. GATZ

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2015/27121]

**20 JUILLET 2015. — Arrêté ministériel remplaçant l'annexe à l'arrêté ministériel du 22 août 2013 établissant le modèle du contrat de stage en transition prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition**

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition, l'article 35, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté ministériel du 22 août 2013 établissant le modèle du contrat de stage en transition prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition;

Vu le rapport du 15 juillet 2015 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en oeuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant que lors de la conclusion d'un contrat de stage de transition, l'employeur s'engage à assurer le stagiaire bénéficiaire contre les accidents de travail ou sur le chemin de travail en concluant une police d'assurances, en fonction du métier concerné;

Que l'Union professionnelle des entreprises d'assurances a informé l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi qu'à défaut de la mention claire dans le contrat de stage de transition, du salaire de la profession objet du stage, l'indemnisation par les assureurs doit s'opérer sur base de l'intervention patronale mensuelle octroyée au stagiaire;

Que dans le cadre du stage de transition, l'intervention patronale mensuelle s'élève à 200 euros;

Qu'il convient, dès lors, d'adapter à ce niveau, le modèle de contrat de stage de transition repris en annexe à l'arrêté ministériel du 22 août 2013 établissant le modèle du contrat de stage en transition prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition,

Arrête :

**Article unique.** Dans l'arrêté ministériel du 22 août 2013 établissant le modèle du contrat de stage en transition prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition, l'annexe est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2015.

Mme E. TILLIEUX

## Annexe

## CONTRAT DE STAGE DE TRANSITION

Entre : .....  
 Ayant son siège social à .....  
 Et un siège d'exploitation à .....  
 valablement représentée par .....  
 en qualité de ..... ,  
 n° ID : ..... N° BCE .....  
 ci-après dénommée l'Employeur  
 et .....  
 domicilié(e) à .....  
 né(e) le .....  
 Inscrit comme demandeur d'emploi depuis le .....  
 dossier n° .....  
 NISS .....  
 ci-après dénommé le Stagiaire  
 et  
 l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi valablement représenté par Mme Marie-Kristine VANBOCKESTAL, Administratrice générale  
 ci-après dénommé le FOREm  
 En application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition, stages visés à l'article 36<sup>quater</sup> de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage

Article 1<sup>er</sup>. Le présent contrat a pour objet de permettre au stagiaire de suivre un stage de transition pour la fonction de .....

Il constitue un contrat sui generis.

Art. 2. Le présent contrat de stage de transition est conclu pour une durée de ..... mois, du ..... au .....

Art. 3. Les prestations sont fixées à ..... heures par semaine correspondant à un temps plein selon le régime en vigueur chez l'employeur.

Le stage de transition comporte le ou les modules de formation suivants faisant partie intégrante des heures de stage :

- ..... Dispensé par .. A concurrence de .....heures/semaine du ..... au .....  
 - .. Dispensé par ..... A concurrence de .....heures/semaine du ..... au .....

dont les contenus et programmes sont repris en annexe au présent contrat. L'annexe fait partie intégrante du présent contrat.

Art. 4. L'employeur s'engage à :

- 1° accueillir le stagiaire et à veiller à son intégration dans le milieu professionnel;
- 2° confier uniquement au stagiaire des tâches en adéquation avec le présent contrat et en lien avec le programme de formation et le préparer à l'apprentissage d'un métier, notamment en mettant à sa disposition le suivi pédagogique et technique, les équipements de protection individuelle, l'outillage et les matières nécessaires à l'apprentissage du métier et à sa formation;
- 3° opérer la déclaration DIMONA concernant le stagiaire à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale lorsque cette obligation lui incombe;
- 4° garantir au stagiaire une assurance accident du travail et sur le chemin du travail ainsi qu'en matière de responsabilité civile, conformément à l'article 7 ci-après;
- 5° respecter les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le Règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives qui sont applicables à l'employeur;
- 6° collaborer avec le FOREm et/ou l'(les) opérateur(s) de formation visé(s) à l'article 3, pendant l'exécution du contrat de stage;
- 7° libérer le stagiaire afin qu'il puisse suivre le ou les modules de formation définis à l'article 3, aux moments et selon les horaires convenus;
- 8° désigner parmi son personnel, un tuteur chargé, d'une part, du suivi et de l'accompagnement du stagiaire pendant la durée du stage et chargé, d'autre part, de dispenser la formation lorsque le (les) modules de formation visé(s) à l'article 3 est (sont) réalisé(s) par l'employeur;
- 9° payer au stagiaire l'indemnité mensuelle brute de 200 € fixée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 8° de l'article 36<sup>quater</sup> pour l'ensemble des prestations liées au présent contrat, cette indemnité n'étant pas soumise aux cotisations de sécurité sociale et l'employeur respectant ses obligations en matière de précompte professionnel;
- 10° rembourser au stagiaire, sur la base des dispositions en vigueur auprès de l'employeur, tous les frais de déplacement du stagiaire liés à la mise en œuvre du stage;
- 11° permettre au FOREm d'exercer sa mission d'accompagnement, de suivi et d'évaluation;
- 12° transmettre au FOREm, dans les délais requis, tous les documents nécessaires au suivi du présent contrat;
- 13° compléter et remettre au stagiaire, dans les délais requis, tous les documents liés au suivi et à l'exécution du présent contrat;
- 14° se soumettre au moins à une évaluation réalisée au plus tard avant la fin du stage.

Art. 5. Le stagiaire s'engage à :

- 1° maintenir son inscription comme demandeur d'emploi auprès du FOREm et répondre aux conditions du stage de transition prévues à l'article 36<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;
- 2° suivre avec assiduité son stage en ce compris le ou les modules de formation prévus dans son programme de formation;
- 3° respecter les horaires convenus et les consignes en vigueur chez l'employeur;
- 4° ne pas s'absenter du stage sans raison valable et communiquer à l'employeur les informations et attestations nécessaires permettant de justifier ses absences éventuelles de l'entreprise ou de la formation;
- 5° agir conformément aux instructions qui lui sont données par l'employeur via un de ses mandataires ou préposés ou son tuteur;
- 6° communiquer à l'employeur et au FOREm tout changement pouvant entraîner une modification du présent contrat;
- 7° permettre au FOREm d'exercer sa mission d'accompagnement, de suivi et d'évaluation.

Art. 6. Le FOREm, en tant que service public de l'emploi, s'engage à :

- 1° accompagner le stagiaire et à assurer le suivi de son stage comme visé à l'article 9, 1° et 7° de l'arrêté du Gouvernement wallon précité;
- 2° à procéder à tout moment, à la demande d'une des parties, à l'évaluation du stage;
- 3° à procéder à son initiative, tant avec l'employeur que le stagiaire, à l'évaluation finale du stage.

Les parties au contrat s'engagent à rédiger, à la fin du stage de transition, un rapport de stage conjoint.

Art. 7. Pendant la durée du stage de transition, l'employeur assure le stagiaire contre les accidents du travail et sur le chemin du travail.

La victime est indemnisée sur base de la rémunération de la profession pour laquelle elle est formée, déduction faite des cotisations de sécurité sociale. Le salaire brut normal de la profession apprise s'élève, selon l'employeur, à ..... euros par ..... suivant la C.P. n° ..... en vigueur dans l'entreprise.

Le contrat d'assurance garantit au stagiaire les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assurance par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail ou sur le chemin du travail.

A cet effet, l'employeur apporte la preuve que la police de droit commun n° ..... a été contractée auprès de la société.....

En outre, l'employeur certifie avoir conclu un contrat d'assurance responsabilité civile auprès d'une société d'assurance agréée, la police d'assurance couvrant les dommages causés par le stagiaire à des tiers.

L'employeur certifie être en règle de paiement des primes afférentes à la couverture des risques susmentionnés.

Art. 8. Le présent contrat prend fin de plein droit soit :

- 1° au terme fixé à l'article 2 ci-avant;
- 2° quand le stagiaire n'est plus inscrit comme demandeur d'emploi au FOREm;
- 3° par cas fortuit ou force majeure lorsque celui-ci rend impossible définitivement l'exécution du contrat;
- 4° en cas de décès de l'une des parties.

Le présent contrat prend fin avant son terme de commun accord entre les parties, moyennant accord du conseiller référent.

Art. 9. En application des dispositions contenues dans le Code sur le bien-être au travail et le Règlement général de protection du travail, l'obligation de soumettre les stagiaires à des examens médicaux repose sur l'employeur et vise tant l'organisation que la prise en charge financière des dits examens médicaux. L'employeur s'engage sur l'honneur à respecter les obligations imposées par cette réglementation. La responsabilité du FOREm ne peut être invoquée en aucun cas à cet égard.

Art. 10. Par leur signature respective apposée sur le document précisant le contenu et le programme du (des) modules de formation, annexé au présent contrat, les parties marquent leur entier accord sur ledit programme.

Art. 11. Les parties déclarent avoir pris connaissance de l'arrêté du Gouvernement wallon du ..... relatif aux stages de transition et de l'article 36<sup>quater</sup> de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

Ainsi établi à ..... le ..... en trois exemplaires signés par les parties qui reconnaissent avoir reçu leur exemplaire.

Pour l'Employeur

Le Stagiaire

Pour le FOREm

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 20 juillet 2015 remplaçant l'annexe à l'arrêté ministériel du 22 août 2013 établissant le modèle du contrat de stage en transition prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2013 relatif aux stages de transition.

Namur, le 20 juillet 2015.

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme E. TILLIEUX

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2015/27121]

**20 JULI 2015. — Ministerieel besluit tot vervanging van de bijlage bij het ministerieel besluit van 22 augustus 2013 tot vaststelling van het model van instapstageovereenkomst bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages**

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages, inzonderheid op artikel 35, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 augustus 2013 tot vaststelling van het model van instapstageovereenkomst bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages;

Gelet op het rapport van 15 juli 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Overwegende dat de werkgever zich bij het sluiten van een contract voor instapstages ertoe verbindt de gerechtigde te verzekeren tegen arbeidsongevallen of tegen ongevallen op de weg naar het werk en terug door een verzekering af te sluiten in functie van het betrokken beroep;

Overwegende dat de beroepsvereniging van verzekeringsondernemingen de Waalse dienst voor arbeidsbemiddeling en tewerkstelling gemeld heeft dat de vergoeding door de verzekeraars bij gebreke van duidelijke vermelding van het loon voor het beroep waarvoor de stage gevolgd wordt, in het contract voor een alternerende opleiding, op grond van de maandelijkse werkgeversbijdrage toegekend aan de stagiair zou geschieden;

Overwegende dat de maandelijkse werkgeversbijdrage in het kader van de instapstage 200 euro bedraagt;

Overwegende dat het type-contract voor de instapstage, opgenomen als bijlage bij het ministerieel besluit van 22 augustus 2013 tot vaststelling van het model van instapstageovereenkomst bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages, in dit opzicht aangepast dient te worden;

Besluit :

**Enig artikel.** In het ministerieel besluit van 22 augustus 2013 tot vaststelling van het model van instapstageovereenkomst bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages wordt de bijlage vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Namen, 20 juli 2015.

Mevr. E. TILLIEUX

## Bijlage

## INSTAPSTAGEOVEREENKOMST

Tussen : .....  
 Maatschappelijke zetel te.....  
 En een bedrijfszetel te .....  
 Geldig vertegenwoordigd door .....  
 als .....  
 Identificatienummer : ..... KBO-NUMMER .....  
 hierna de "Werkgever" genoemd  
 En.....  
 woonachtig te .....  
 geboren op .....  
 Ingeschreven als werkzoekende sinds  
 Dossiernummer .....  
 INSZ .....  
 hierna de "Stagiair" genoemd

En  
 de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), geldig vertegenwoordigd door Mevr. Marie-Kristine Vanboeckstal, Administratrice-generaal hierna de "FOREm" genoemd

Overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages, stages bedoeld in artikel 36<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Artikel 1. Met deze overeenkomst kan de stagiair een instapstage volgen voor de functie van .....  
 Ze wordt beschouwd als een "sui generis" overeenkomst.

Art. 2. Deze instapstageovereenkomst wordt gesloten voor een duur van .....  
 ..... maanden, vanaf ..... tot .....

Art. 3. De verstrekkingen worden vastgesteld op ..... uur per week die overeenstemmen met een voltijdse betrekking overeenkomstig de vigerende regeling bij de werkgever.

De instapstage bestaat uit de volgende opleidingsmodule(s) die integraal deel uitmaken van de stageuren :

-..... Gegeven door ..... Ten belope van ..... Uur/week van ..... tot .....  
 -..... Gegeven door ..... Ten belope van ..... Uur/week van ..... tot .....

waarvan de inhoud en de programma's als bijlage bij deze overeenkomst worden opgenomen. De bijlage maakt integraal deel uit van deze overeenkomst.

Art. 4. De werkgever verbindt zich ertoe :

- 1° de stagiair op te vangen en te zorgen voor zijn integratie in het beroepsmilieu;
- 2° enkel taken in overeenstemming met deze stageovereenkomst en in verband met het opleidingsprogramma toe te vertrouwen aan de stagiair en hem voor te bereiden op het aanleren van een beroep, met name door het ter beschikking stellen van de pedagogische en technische opvolging, de individuele beschermingsuitrustingen, het gereedschap en de stoffen die nodig zijn voor het aanleren van het beroep en voor zijn opleiding;
- 3° de aangifte "DIMONA" met betrekking tot de stagiair te doen bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid als die verplichting hem opgelegd wordt;
- 4° de stagiair te verzekeren tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk alsook inzake burgerlijke aansprakelijkheid, overeenkomstig artikel 7 dat volgt;
- 5° te voldoen aan de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten van toepassing op de werkgever;
- 6° met de FOREm en/of de operator(en) inzake vorming bedoeld in artikel 3 samen te werken, gedurende de uitvoering van de stageovereenkomst;
- 7° de stagiair vrij te stellen op de ogenblikken en uren zoals overeengekomen om hem aan de modules bedoeld in artikel 3 te kunnen laten deelnemen;
- 8° een voogd onder zijn personeel aan te wijzen, belast enerzijds met de opvolging en de begeleiding van de stagiair tijdens de looptijd van de stage en, anderzijds, met het verstrekken van de opleiding als de opleidingsmodule(s) bedoeld in artikel 3 door de werkgever worden uitgevoerd;
- 9° de stagiair, voor het geheel van de prestaties i.v.m. deze overeenkomst, een maandelijkse bruto-toelage te betalen waarvan het bedrag van 200 € in paragraaf 1, 8°, van artikel 36<sup>quater</sup> wordt vastgesteld; deze toelage wordt niet onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen; de werkgever leeft zijn verplichtingen inzake bedrijfsvoorheffing na;
- 10° alle reiskosten van de stagiair i.v.m. de uitvoering van de stage terug te betalen volgens de bepalingen die toepasselijk zijn bij de werkgever;
- 11° de FOREm de mogelijkheid te geven om zijn opdracht inzake begeleiding, opvolging en evaluatie uit te voeren;
- 12° alle nodige documenten voor de opvolging van deze overeenkomst over te maken aan de FOREm binnen de voorgeschreven termijn;
- 13° alle nodige documenten voor de opvolging en de uitvoering van deze overeenkomst aan/in te vullen en te bezorgen aan de stagiair binnen de voorgeschreven termijn;
- 14° aan minstens één beoordeling zich te onderwerpen, die uiterlijk voor het einde van de stage wordt gemaakt.

Art. 5. De stagiair verbindt zich ertoe :

- 1° zijn inschrijving als werkzoekende bij de FOREm te handhaven en te voldoen aan de eisen in verband met de voorwaarden van de instapstage bedoeld in artikel 36<sup>quater</sup>, § 1, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;
- 2° zijn stage regelmatig te volgen, met inbegrip van de opleidingsmodule(s) bedoeld in zijn opleidingsprogramma;
- 3° de overeengekomen uren en de vigerende instructies bij de werkgever in acht te nemen;
- 4° niet afwezig te zijn zonder afdoende reden en de nodige informatie en attesten te verstrekken om eventuele afwezigheden op het bedrijf of de opleiding te rechtvaardigen;
- 5° naar de richtlijnen te handelen die hem door de werkgever gegeven worden, via één van zijn gevolmachtigden of aangestelden of zijn voogd;
- 6° de werkgever en de FOREm elke wijziging mee te delen die deze overeenkomst zou kunnen wijzigen;
- 7° de FOREm de mogelijkheid te geven om zijn opdracht inzake begeleiding, opvolging en evaluatie uit te voeren;

Art. 6. De FOREm, als overheidsdienst voor arbeidsbemiddeling, verbindt zich ertoe :

- 1° de stagiair te begeleiden en voor de opvolging van de stage te zorgen zoals bedoeld in artikel 9, 1° en 7° van voornoemd besluit van de Waalse Regering;
- 2° op elk moment, op verzoek van een van de partijen, de stage te beoordelen;
- 3° op eigen verzoek, zowel met de werkgever als met de stagiair, tot de eindevaluatie van de stage over te gaan.

De partijen bij de overeenkomst verbinden zich ertoe aan het einde van de stage een gezamenlijk stagerapport op te maken.

Art. 7. Gedurende de duur van de instapstage wordt de stagair verzekerd door de werkgever tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk.

Het slachtoffer wordt vergoed op grond van de bezoldiging van het beroep waarvoor hij/zij (genoemd slachtoffer) wordt gevormd, na aftrek van de sociale zekerheidsbijdragen. Het normale brutoloon van het aangeleerd beroep bedraagt volgens de werkgever ... euro per ... volgens CP nr. .... geldend bij die onderneming.

Het verzekeringscontract waarborgt de begunstigde dezelfde voordelen als die welke ten laste van de verzekering worden gelegd bij de wet van 10 april 1971 betreffende de arbeidsongevallen.

Daartoe moet de werkgever het bewijs leveren dat de polis van gemeen recht nr. .... is afgesloten bij de maatschappij.

Bovendien verklaart de werkgever een verzekeringsovereenkomst "burgerlijke aansprakelijkheid" te hebben gesloten bij een erkende verzekeringsmaatschappij, waarbij de verzekeringspolis de schade dekt die door de stagiair berokkend wordt aan derden van de werkgever bij wie hij een opleiding volgt.

De werkgever verklaart de premies die betrekking hebben op de dekking van bovenvermelde risico's te hebben betaald.



Art. 8. Deze overeenkomst eindigt van rechtswege :

- 1° op de termijn bepaald in bovenbedoeld artikel 2;
- 2° wanneer de stagiair niet meer ingeschreven is als werkzoekende bij de FOREm;
- 3° bij toeval of in geval van overmacht als de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk gemaakt wordt;
- 4° bij overlijden van één van de partijen.

Deze overeenkomst eindigt voortijdig in onderlinge overeenstemming tussen de partijen, met de instemming van de referentie-adviseur.

Art. 9. Overeenkomstig de bepalingen van de Codex over het welzijn op het werk en van het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, moet de werkgever de stagiairs onderwerpen aan geneeskundige onderzoeken en zorgen voor de organisatie en de tenlasteneming ervan. De werkgever belooft op zijn erewoord de bij deze reglementering opgelegde verplichtingen na te leven. De aansprakelijkheid van de FOREm kan in dit verband in geen enkel geval worden ingeroepen.

Art. 10. Door het document met de inhoud en de programma van de opleidingsmodule(s), dat bij deze overeenkomst wordt gevoegd, te hebben ondertekend, verklaren de partijen zich akkoord met bedoeld programma.

Art. 11. De partijen verklaren kennis te hebben genomen van het besluit van de Waalse Regering van .... betreffende de instapstages en van artikel 36<sup>quater</sup> van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Zo opgesteld te ..... op ..... in drie origineel exemplaren ondertekend door de partijen die hun exemplaar verklaren te hebben ontvangen.

Voor de Werkgever

De Stagiair

Voor de FOREm

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 20 juli 2015 tot vervanging van de bijlage bij het ministerieel besluit van 22 augustus 2013 tot vaststelling van het model van instapstageovereenkomst bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2013 betreffende de instapstages.

Namen, 20 juli 2015.

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31435]

**2 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale désignant la SCRL Sibelga comme gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en Région de Bruxelles-Capitale pour une durée de vingt ans**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, l'article 6 § 1<sup>er</sup> et 2;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2006 désignant la SCRL Sibelga comme gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en Région de Bruxelles-Capitale pour une durée de vingt ans;

Vu la demande de prolongation de la désignation de la SCRL Sibelga comme gestionnaire de réseau d'électricité en Région de Bruxelles-Capitale pour une durée de vingt ans, communiquée le 12 janvier 2015;

Considérant que la SCRL Sibelga satisfait aux conditions que pose l'article 6, § 1<sup>er</sup> de l'ordonnance précitée;

Sur la proposition de la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La SCRL Sibelga, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, quai des Usines 16, dont le numéro d'entreprise est le 0222.869.673 est désignée en qualité de gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en Région de Bruxelles Capitale pour une durée de vingt ans.

Ce terme de 20 ans prend cours au 27 novembre 2021 et prend fin le 26 novembre 2041.

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31435]

**2 JULI 2015. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende aanwijzing van de CVBA Sibelga als distributienetbeheerder voor elektriciteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een termijn van twintig jaar**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 6 § 1 en 2;

Gelet op het besluit van 13 juli 2006 houdende aanwijzing van de CVBA Sibelga als distributienetbeheerder voor elektriciteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een termijn van twintig jaar;

Gelet op de vraag voor de verlenging van de aanstelling van CBVA Sibelga als beheerder van het distributienet voor elektriciteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingediend op 12 januari 2015;

Overwegende dat de CVBA Sibelga voldoet aan de voorwaarden voorzien in artikel 6, § 1 van bovenvermelde ordonnantie;

Op voorstel van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De CVBA Sibelga, met maatschappelijke zetel in 1000 Brussel, Werkhuizenkaai 16, en met ondernemingsnummer 0222.869.673, wordt voor een termijn van twintig jaar aangewezen als distributienetbeheerder voor elektriciteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze termijn van 20 jaar neemt een aanvang op 27 november 2021 en neemt een einde op 26 november 2041.